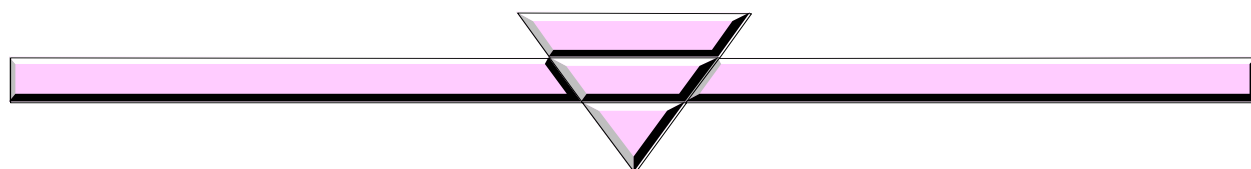




GROUPEMENT DE COMMANDES VILLE ET CCAS DE GUIPAVAS

ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES



**ACHAT DE PETITES FOURNITURES ET DE MATERIAUX POUR
L'ENTRETIEN COURANT DU PATRIMOINE COMMUNAL**

Date et heure limites de réception des offres

Le 27 décembre 2018 à 12 Heures

Règlement de la Consultation

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

SOMMAIRE

<u>ARTICLE PREMIER : IDENTITE DE LA COLLECTIVITE QUI PASSE LE MARCHE</u>	<u>3</u>
<u>ARTICLE 2 : OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION</u>	<u>3</u>
1.1 - OBJET DE LA CONSULTATION	3
1.2 - ETENDUE DE LA CONSULTATION	3
1.3 - DECOMPOSITION DE LA CONSULTATION	3
1.4 - CONDITIONS DE PARTICIPATION DES CONCURRENTS	4
1.5 – CLASSIFICATION CPV	4
<u>ARTICLE 3 : CONDITIONS DE LA CONSULTATION</u>	<u>4</u>
2.1 - DELAIS DE LIVRAISON	4
2.2 - VARIANTES ET PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES OU ALTERNATIVES	4
2.3 - DELAI DE VALIDITE DES OFFRES	4
2.4 - MODE DE REGLEMENT DU MARCHE	4
<u>ARTICLE 4 : CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION</u>	<u>4</u>
<u>ARTICLE 5 : PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES</u>	<u>5</u>
<u>ARTICLE 6 : SELECTION DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES</u>	<u>6</u>
<u>ARTICLE 7 : CONDITIONS D’ENVOI OU DE REMISE DES PLIS</u>	<u>8</u>
<u>ARTICLE 8 : RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES</u>	<u>8</u>
<u>ARTICLE 9 : VOIES DE RECOURS</u>	<u>8</u>

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

Article 1^{er} – Identification de la collectivité qui passe le marché

La Commune et le CCAS de Guipavas ont décidé de former un Groupement de commandes pour la passation d'un marché public de fournitures en application de l'article 28 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015.

Le Groupement de commandes est représenté par la Commune de Guipavas qui a la qualité de coordonnateur, chaque membre ayant délibéré en son sein pour la constitution de ce groupement.

Article 2 : Objet et étendue de la consultation

1.1 - Objet de la consultation

La présente consultation concerne l'achat de petites fournitures et de matériaux pour l'entretien courant du patrimoine du groupement de commandes Ville / CCAS de Guipavas.

1.2 - Etendue de la consultation

La présente mise en concurrence est passée selon la procédure adaptée avec négociation, conformément à l'article 27 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux Marchés Publics.

Il s'agit d'un accord-cadre à bons de commande, passé en application des articles 78 à 80 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016. Les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur au fur et à mesure des besoins.

Chaque lot sera attribué à un seul opérateur économique.

1.3 - Décomposition de la consultation

Les prestations sont réparties en cinq lots :

LOTS	DESIGNATION
Lot n° 1	Menuiseries bois
Lot n° 2	Matériel de peinture
Lot n° 3	Matériel électrique
Lot n° 4	Quincaillerie
Lot n° 5	Matériel de plomberie sanitaire

Les candidats pourront présenter une offre pour un ou plusieurs lots.

S'agissant d'un marché à bons de commande, le montant annuel des prestations hors taxe sera susceptible de varier.

A titre indicatif les montants moyens annuels 2016 / 2018 s'élevaient à :

LOTS	DESIGNATION	MONTANTS ANNUELS MOYENS HT 2016 / 2018
Lot n° 1	Menuiseries bois	4 991,92 €
Lot n° 2	Matériel de peinture	7 497,40 €

Lot n° 3	Matériel électrique	19 095,30 €
Lot n° 4	Quincaillerie	11 694,93 €
Lot n° 5	Matériel de plomberie sanitaire	21 229,66 €

1.4 - Conditions de participation des concurrents

Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire du marché.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- En qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ;
- En qualité de membres de plusieurs groupements.

1.5 – Classification CPV

- 44220000-8 : Menuiseries bois
- 44111400-5 : Matériel de peinture
- 31600000-2 : Matériel électrique
- 44316400-2 : Quincaillerie
- 44115210-4 : Matériel de plomberie sanitaire

Article 3 : Conditions de la consultation

2.1 - Durée du marché - Délais de livraison

Le présent marché est conclu pour une durée de 12 mois à compter du 1er mars 2019, renouvelable deux fois par reconduction expresse de la mairie de Guipavas. Si le marché fait l'objet d'une double reconduction, la dernière période s'achèvera le 31 décembre 2021.

La collectivité se prononcera au moins deux mois avant la fin de la période annuelle. La reconduction du marché sera considérée acceptée si aucune décision contraire n'est prise avant ce délai. Quelle que soit la décision prise par la collectivité, le titulaire peut faire part à celle-ci, par écrit, au moins deux mois avant la fin de la période annuelle, de sa volonté de se dégager du contrat. Le titulaire reste cependant engagé jusqu'à la fin de la période en cours.

2.2 - Variantes et prestations supplémentaires ou alternatives

Aucune variante, ni prestation supplémentaire ou alternative n'est autorisée.

2.3 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à **120 jours** à compter de la date limite de réception des offres.

2.4 - Mode de règlement du marché

Les sommes dues au(x) titulaire(s) du marché, seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

Article 4 : Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation contient les pièces suivantes :

- Le règlement de la consultation (R.C.)
- L'acte d'engagement (A.E.) et ses annexes
- Le cahier des clauses particulières (CCP)

- Le bordereau de prix unitaires (BPU)

NOTA : Le CCAG est une pièce constitutive du dossier, toutefois, compte tenu du caractère public du CCAG-FCS du 16 janvier 2009, celui-ci n'est pas joint au dossier de consultation. Ce document est édité par les journaux officiels et peut être consulté sur le site internet du ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie à l'adresse suivante : www.minefi.gouv.fr.

En cas de contestation, seuls les documents originaux du marché détenus par la personne publique font foi.

Obtention du dossier

> Procédure de présentation par voie électronique

Le dossier de consultation des entreprises peut être téléchargé sur les sites :

<http://www.e-megalisbretagne.org/> et <http://www.guipavas.bzh>

Article 5 : Présentation des candidatures et des offres

Les offres des concurrents seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en euro. Si les offres des concurrents sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté ; cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

Les candidats auront à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes (articles 44 et 48 à 54 du décret n°2016-360 relatif aux Marchés Publics) :

Pièces de la candidature :

Les déclarations ou attestations sur l'honneur

- > Déclaration du candidat (imprimés DC1 ou DC2) dûment complétée ou DUME.
- > Une adresse électronique valide et régulièrement consultée.
- > Déclaration sur l'honneur, justifiant d'avoir satisfait aux obligations fiscales et sociales lui incombant
- > Si le candidat est en redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés à cet effet.
- > Déclaration sur l'honneur que le candidat n'a pas fait l'objet d'une interdiction à concourir.
- > Documents ou attestations figurant à l'article D8222-7 du code du travail.
- > Attestation sur l'honneur que le candidat n'a pas fait l'objet, au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L8221-1, L8231-1, L8241-1 et L8251-1 du code du travail.

Les références et capacité de leur entreprise :

- > Attestation d'assurance RC

- > Attestation d'assurance couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 et 2270 du Code Civil
- > Carte de qualification professionnelle souhaitée
- > Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les services objet du contrat, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles
- > **Références récentes (> 2016) sur les principales prestations effectuées**
- > Moyens en personnel et en matériel devant être mis en œuvre pour l'exécution du présent marché

L'usage des formulaires existants (déclaration du candidat DC 1, DC 2 ou DUME) n'est pas obligatoire, mais facilite grandement la présentation des candidatures.

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

NOTA : Avant de procéder à l'examen des candidatures, si l'on constate que des pièces visées ci-dessus sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai de 3 jours. Les autres candidats qui ont la possibilité de compléter leur candidature, en seront informés dans le même délai.

Pièces de l'offre :

Un projet de marché comprenant **impérativement** :

- L'acte d'engagement (A.E.) et ses annexes : à compléter par les représentants qualifiés des entreprises ayant vocation à être titulaire du contrat
- Le bordereau des prix unitaires (B.P.U.)
- Le cahier des clauses administratives particulières (C.C.P.) : cahier ci-joint à accepter sans aucune modification daté et signé
- Un mémoire technique détaillé indiquant les dispositions que chaque candidat se propose d'adopter pour l'exécution des prestations : **pièce obligatoire à joindre à l'offre**. L'absence de ce mémoire entraînera le rejet de l'offre, qui sera déclarée irrégulière.
- Le(s) catalogues des prix du fournisseur avec le tarif public.

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

Article 6 : Sélection des candidatures et jugement des offres

La sélection des candidatures et le jugement des offres seront effectués dans le respect des principes fondamentaux de la commande publique.

Les critères intervenant pour la sélection des candidatures sont :

Garanties et capacités techniques
Garanties et capacités professionnelles

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

<i>Critères</i>	<i>Pourcentage de la note finale</i>
1- Prix des prestations	60 %
2- Valeur technique	40 %
Total : 100 points	Soit 100%

Modalités du calcul de notation :

1) Le calcul de la note de prix sera le suivant :

Le prix de la prestation, noté sur 12 (60 % de 20), est jugé à partir du prix total tel que calculé dans le bordereau des prix (noté sur 6) et de la remise consentie sur le(s) catalogue(s) (notée sur 6) avec :

- Pour le montant du bordereau des prix, il sera attribué une note calculée ainsi :
$$(\text{montant du moins disant} / \text{montant offre analysée}) \times 6$$

Le moins-disant se verra attribuer la note de 6.
- Pour la remise sur catalogue(s), il sera attribué une note calculée ainsi :
$$(\text{remise offre analysée} / \text{remise la plus élevée}) \times 6$$

Le candidat ayant effectué la remise la plus élevée se verra attribuer la note de 6.

Le bordereau des prix est un document destiné à permettre la comparaison des offres. Il n'est donné qu'à titre indicatif et est destiné à servir pour le jugement des offres. Il ne préjuge en rien des quantités réelles qui pourront être commandées.

2) Le calcul de la note technique sera le suivant :

La valeur technique notée sur 8 (40 % de 20) est appréciée au vu de la présentation d'un mémoire technique indiquant les points suivants :

- Les possibilités de choix et les différentes gammes de produit (catalogue) : 2 points ;
- Les délais de disponibilités des produits : 2 points ;
- La mise en place de solutions environnementales (moyens de passation des commandes afin de limiter l'usage de papier, limitation des emballages) : 2 points ;
- Les conseils, l'assistance technique et le service après-vente : 2 points.

Choix du titulaire :

Le candidat désigné par arrêté du Maire, pris par délégation, disposera d'un délai maximum de 10 jours francs à compter de la réception du recommandé avec accusé de réception l'informant que son offre est retenue, pour fournir à la collectivité l'ensemble des certificats délivrés par les administrations et organismes compétents, justifiant qu'il a satisfait aux obligations fiscales et sociales qui lui incombent.

A défaut de la fourniture de ces certificats dans le délai indiqué ci-dessus, son offre pourra être rejetée par la collectivité sans mise en demeure. Le candidat classé second pourra se voir attribuer le marché, sous réserve qu'il respecte lui-même les obligations indiquées dans le paragraphe précédent.

Article 7 : Conditions d'envoi ou de remise des plis

La date limite de réception des offres est fixée au : Jeudi 27 décembre 2018 à 12h00

Attention : Les offres seront **obligatoirement transmises par voie électronique** via le profil d'acheteur Mégalis Bretagne à l'adresse suivante : <https://www.e-megalisbretagne.org/>

Toute offre papier sera rejetée.

L'heure limite retenue pour la réception des plis correspondra au dernier octet reçu.

Les plis parvenus après cette date et heure limites par voie dématérialisée seront éliminés sans avoir été ouverts et le candidat en sera informé. En cas de réception de plusieurs offres par un seul et même candidat, la collectivité n'ouvrira que la dernière offre. Les offres précédentes ne seront pas ouvertes et le candidat en sera avisé.

La signature de l'offre est possible mais n'est pas obligatoire. Seul le candidat informé que son offre est retenue est tenu de la signer.

Le candidat peut choisir de signer son offre dès le dépôt de sa candidature. Dans ce cas, il aura recours à un certificat de signature électronique de type RGS, conformément à l'arrêté du 15 juin 2012 relatif à la signature électronique dans les marchés publics. Les formats de signature électronique acceptés sont : **XAdES, PAdES, CAdES**.

Dans le cas de candidatures groupées, le mandataire assure la sécurité et l'authenticité des informations transmises au nom des membres du groupement.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat.

Article 8 : Renseignements complémentaires

Pour toute demande de renseignements complémentaires, les candidats peuvent faire parvenir leurs questions au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des offres via la plateforme : <https://marches.e-megalisbretagne.org/>

Une réponse écrite sera alors adressée à tous les candidats ayant retiré le dossier de consultation.

Article 9 : Voies de recours

> **Instance chargée des procédures de recours :**

Tribunal administratif de Rennes – 3 contour de la Motte - 35000 Rennes.

Tél. 02.23.21.28.28 / Télécopieur : 02.99.63.56.84

> **Organe chargé des procédures de médiation :**

Comités consultatifs de règlement amiable des différends ou litiges relatifs au marchés publics –
6 quai Ceineray – B.P. 33515 – 44035 Nantes.

Tél. : 02.40.08.64.33

> **Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant
l'introduction des recours :**

Greffes du Tribunal administratif de Rennes.